

ASSEMBLÉE  
GÉNÉRALE



CONSEIL  
DE SÉCURITÉ  
UN LIBRARY

Distr.  
GÉNÉRALE

A/35/654  
S/14267 ✓

24 novembre 1980

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS

JAN 12 1981

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Trente-cinquième session

Points 26 et 50 de l'ordre du jour

LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT

EXAMEN DE L'APPLICATION DE LA DÉCLARATION

SUR LE RENFORCEMENT DE LA SÉCURITÉ

INTERNATIONALE

UN/ISA COLLECTION

CONSEIL DE SÉCURITÉ

Trente-cinquième année

Lettre datée du 21 novembre 1980, adressée au Secrétaire général  
par le Représentant permanent d'Israël auprès de l'Organisation  
des Nations Unies

Dans les lettres que je vous ai adressées, ainsi qu'au Président du Conseil de sécurité, depuis un an, j'ai eu maintes fois l'occasion de faire observer que l'organisation qui se donne pour nom OLP est un groupe criminel, agent du terrorisme international.

J'ai également eu l'occasion de noter que dans toutes ses activités, l'OLP sert les intérêts de ceux qui sont implacablement opposés à la cause de la paix au Moyen-Orient. Ces opposants, au Moyen-Orient et ailleurs, essaient de déstabiliser la région et voient dans l'OLP un moyen commode de parvenir à leurs fins.

Le rôle de l'OLP en tant que rouage de l'"Internationale terroriste" et l'usage qu'en fait l'Union soviétique - soit directement, soit par divers intermédiaires tels que l'Allemagne de l'Est - pour faire prévaloir les objectifs de la politique étrangère soviétique au Moyen-Orient et ses intérêts subversifs ailleurs ont été exposés dans un article digne de foi publié dans le New York Times Magazine du 2 novembre 1980. Son auteur, M. Robert Moss, est maître de conférences au Royal College of Defence Studies à Londres.

M. Moss documente de façon convaincante le financement et l'entraînement que l'Union soviétique assure aux terroristes de l'OLP et les services que l'OLP lui fournit en échange pour promouvoir les intérêts soviétiques bien loin du Moyen-Orient, par exemple en Europe et en Australie, avec tout ce que cela implique comme menace pour la paix et la sécurité internationales.

/...

A/35/654  
S/14267  
Français  
Page 2

Je joins à la présente lettre des extraits de cet article et j'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir en faire distribuer le texte, avec celui de la présente lettre, comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre des points 26 et 50 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent d'Israël auprès de  
l'Organisation des Nations Unies,

(Signé) Yehuda Z. BLUM

ANNEXE

Extraits d'un article de Robert Moss paru dans le New York Times  
Magazine du 2 novembre 1980

"L'Organisation de libération de la Palestine (OLP) ... qui bénéficie ouvertement de l'appui de l'Union soviétique, doit être considérée comme une organisation terroriste, même si certains hommes politiques éminents, en Occident, jugent bon de dire le contraire.

...

Lors d'une réunion secrète des dirigeants du Pacte de Varsovie à Prague, en août 1973, le dirigeant soviétique Leonid I. Brejnev rendit hommage au rôle joué par les mouvements de 'libération nationale' dans la modification de la 'corrélacion des forces' en faveur des 'pays socialistes'. Dans sa déclaration - dont les Gouvernements du Royaume-Uni et des Etats-Unis ont eu connaissance grâce à des indiscretions de certains délégués d'Europe de l'Est - il laissait entendre que l'Union soviétique cherche délibérément à se servir du terrorisme comme d'un instrument de politique étrangère. Depuis la déclaration de Brejnev, l'Union soviétique a sensiblement renforcé l'appui qu'elle apporte à un mouvement de libération nationale, l'OLP, qui coordonne aujourd'hui beaucoup de groupes terroristes internationaux et qui est devenu une avant-garde révolutionnaire au Moyen-Orient.

...

Bien qu'il soit impossible d'obtenir des chiffres précis, on pense que les recrues du monde arabe, d'Afrique, d'Amérique latine, d'Europe occidentale et d'Extrême-Orient qui ont été formées dans le bloc soviétique à la guérilla, au sabotage, aux combats de rue, aux techniques d'assassinat et aux opérations clandestines se chiffrent, au total, par milliers. Depuis 1974, selon des transfuges de l'OLP, plus de 1 000 Palestiniens, pour ne parler que d'eux, ont été formés dans des camps du bloc soviétique. Des groupes appartenant aux factions rivales de l'OLP, y compris Al Fatah, le Front populaire pour la libération de la Palestine (FPLP) et le Front de libération de la Palestine (FLP), ont suivi des stages à l'école militaire soviétique près de Simféropol. Zehdi Labib Terzi, l'Observateur de l'OLP auprès de l'Organisation des Nations Unies, a déclaré dans une interview, en 1979, que 'l'Union soviétique et tous les pays socialistes ... ouvrent leurs écoles militaires à ... nos combattants de la liberté'.

Certaines des recrues sont choisies parmi les nombreux étrangers invités à suivre les cours de l'Université de l'amitié entre les peuples Patrice Lumumba, sous la supervision du Département international du Comité central du Parti communiste.

/...

...

L'ancien étudiant le plus célèbre de l'Université Patrice Lumumba est le terroriste vénézuélien Ilich Ramirez Sanchez, alias 'Carlos' ...

A l'en croire, Carlos aurait été expulsé de l'Université Patrice Lumumba pour débauche et indiscipline. Les services de renseignement d'Europe occidentale maintiennent cependant que ce n'était là qu'une fable visant à dissimuler le fait que Carlos avait été recruté par le KGB pour servir d'intermédiaire avec les groupes terroristes internationaux notamment le FPLP.

...

Carlos acquit une notoriété internationale après une série d'opérations - dont la tentative d'assassinat d'un éminent homme d'affaires juif, Joseph Edward Sieff, à Londres en décembre 1973 et les attaques à la roquette contre un avion d'El Al à l'aéroport d'Orly à Paris en 1975 - qui fut couronnée par l'enlèvement de ministres du pétrole de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, à Vienne en décembre 1975. Le service de sécurité français (DST) a trouvé des preuves que le service de renseignement cubain (DGI) était en rapport avec le groupe de Carlos à Paris. D'où l'expulsion de France de trois agents de la DGI qui opéraient clandestinement avec le titre d'attachés culturels à l'ambassade cubaine. La DST a également dévoilé le nom d'un quatrième agent de renseignement cubain à Londres, qui aurait servi de 'contrôle' au groupe de Carlos dans cette ville.

Il y a d'autres exemples de terroristes entraînés dans le bloc soviétique qui ont monté des attaques en Europe occidentale. En septembre 1975, la police néerlandaise arrêta quatre Syriens appartenant à un groupe qui projetaient de capturer un train transportant des Juifs soviétiques; les Syriens avouèrent qu'ils avaient reçu un entraînement dans un camp des environs de Moscou.

...

La plupart des armes utilisées par les terroristes internationaux viennent du bloc soviétique ... Le FPLP a utilisé des missiles anti-aériens à infrarouges Strela (SAM-7) dans une série de tentatives infructueuses d'attaques contre des avions de ligne civils.

...

Les pays du bloc soviétique livrent aussi directement des armes aux organisations terroristes. Zehdi Terzi a révélé que l'OLP reçoit 'des livraisons directes' d'armes et d'explosifs d'Union soviétique. L'inventaire des armes fabriquées en Union soviétique et actuellement en possession de l'OLP comprend des tanks T-34 et T-54 ainsi que de l'artillerie moyenne. Selon les services de renseignement occidentaux, un accord visant à maintenir les livraisons directes d'armes a été conclu lors de la visite à Moscou, en mars 1979, de Yasir Arafat, président de l'OLP.

/...

...

L'affaire Panaiyotis Paschalis, chypriote grec arrêté par le service de sécurité israélien le 19 janvier 1978 comme agent est-allemand à Tel Aviv, prouve la participation du bloc soviétique, qui fournit aux terroristes des renseignements opérationnels tels que le choix des objectifs. Paschalis, reporter-photographe accrédité auprès d'un journal communiste chypriote et de la télévision est-allemande, a déclaré aux Israéliens qu'il envoyait à Nicosie (Chypre) des dossiers photographiques complets sur des objectifs possibles. De là, selon Paschalis (que les services israéliens estiment avoir été un agent principal), les documents étaient envoyés à Berlin-Est pour être versés aux archives centrales du Ministère est-allemand de la sécurité d'Etat (M.f.S.) qui utilise la société de télévision nationale comme façade pour ses activités d'espionnage.

...

Les détails de l'affaire Paschalis ont confirmé les allégations d'un certain nombre de services de renseignement occidentaux selon lesquelles l'Union soviétique aurait confié au Ministère de la sécurité d'Etat de la République démocratique allemande des responsabilités étendues pour qu'il transmette des renseignements aux agents du terrorisme international. Le 24 avril 1979, la police ouest-allemande arrêtait à Berlin-Ouest un commando de l'OLP, composé de sept personnes et dirigé par Ali Shalbiya, un lieutenant important du chef du service de renseignement de l'OLP, Abu Iyad. En quelques jours, deux autres groupes de l'OLP étaient interceptés alors qu'ils s'apprêtaient à passer les frontières autrichienne et néerlandaise. Au cours des interrogatoires, les Palestiniens ont avoué que leur mission était de faire sauter des dépôts de combustible et d'autres installations industrielles importantes à Berlin-Ouest. De hauts fonctionnaires du Service fédéral de protection de la Constitution estiment que le M.f.S. avait fourni des données opérationnelles pour l'organisation de ce raid avorté, ainsi que pour d'autres attaques contre des objectifs situés en République fédérale d'Allemagne. (L'automne dernier, les services de sécurité ouest-allemands ont découvert que le M.f.S. recevait à Berlin-Est un groupe de l'OLP ayant comme nom de code 'Force 17'.)

...

Comme le rôle de la République démocratique allemande semble l'indiquer, l'Union soviétique délègue une grande partie des délicates tâches de liaison avec les groupes terroristes. La plupart des services secrets d'Europe de l'Est, comme le M.f.S., opèrent sous le contrôle total de l'Union soviétique; d'autres suppléants, quoique pas toujours aussi dociles, sont également précieux. Les plus importants sont Cuba, les Etats arabes extrémistes et l'omniprésente OLP.

/...

...

Les liens étroits qui existent actuellement entre Moscou et l'OLP remontent à l'été 1974, date à laquelle Yasir Arafat se rendit à Moscou en visite officielle. Aujourd'hui, la liaison entre Moscou et les dirigeants de l'OLP est assurée par l'Ambassade soviétique à Beyrouth qui sert de façade au principal bureau du KGB au Moyen-Orient. (Les services de renseignement occidentaux ont identifié 37 des 88 diplomates soviétiques en poste à Beyrouth comme des agents du KGB ou du GRU.) Le principal agent de liaison entre Moscou et l'OLP est Alexandre Soldatov, l'ambassadeur soviétique, qui est arrivé au Liban en septembre 1974.

En collaboration étroite avec Yasir Arafat, M. Soldatov est parvenu à mettre en place un 'lobby soviétique' digne de confiance au sein de l'OLP, dont les dirigeants appartiennent à des factions rivales, certaines étant plus proches des fondamentalistes islamiques que sont les Frères musulmans, d'autres des monarchies conservatrices du golfe Persique, ou encore de la Chine que de l'Union soviétique. Des transfuges de l'OLP et des prisonniers de rang élevé interrogés par les Israéliens ont révélé qu'Arafat rencontre actuellement l'Ambassadeur soviétique une fois par semaine en moyenne et le consulte avant d'autoriser toute opération terroriste ou manœuvre politique importante. Des diplomates occidentaux qui suivent les activités de Soldatov à Beyrouth ont constaté qu'un peu plus tôt dans l'année, les deux hommes avaient eu au moins sept longues consultations en l'espace de six semaines. Selon des services de renseignement, au cours d'une réunion tenue le 15 mars, Arafat aurait rendu compte à Soldatov des résultats d'une visite que le chef du service de renseignement de l'OLP, Abu Iyad, venait d'effectuer au Koweït, à Aden et au Yémen. Ce dernier y aurait étudié les possibilités d'étendre les activités clandestines de l'OLP parmi les communautés palestiniennes de la région du Golfe. Les cellules de l'OLP en Arabie saoudite et dans les émirats du Golfe relèvent du département des opérations, à Beyrouth, qui est placé sous la direction d'Abu Jihad. Les services de renseignement occidentaux estiment que le départ d'Abu Jihad pour une mission secrète à Moscou, deux jours après la réunion du 15 mars entre Arafat et Soldatov a trait à un projet de redoubler d'efforts pour déstabiliser des monarchies conservatrices arabes du Golfe.

Vladimir N. Sakharov, spécialiste du Moyen-Orient du KGB, qui est passé à l'Ouest en 1971, a décrit les efforts croissants que l'Union soviétique consacre à des opérations subversives dans la péninsule arabique. Alors qu'il était affecté à Sana (Yémen), Vladimir N. Sakharov servait de traducteur lors de réunions entre des agents du KGB et 'les responsables des opérations des groupes insurrectionnels dans la péninsule arabique et dans les émirats du golfe Persique'. Il a également rapporté que certains des terroristes qui avaient participé à l'occupation de la Grande Mosquée de La Mecque, organisée, par des professionnels, en novembre dernier - attaque qui a ébranlé la confiance nationale et internationale dans la stabilité de la monarchie saoudienne - comptaient 'parmi ceux dont (il) avait entendu dire qu'ils faisaient partie du Front populaire de la péninsule arabique, financé par l'Union soviétique'. Des services de renseignement d'Europe occidentale ont révélé que certains des insurgés de La Mecque (dont le plan de combat prévoyait des soulèvements ultérieurs à Medine, à Tâ'if et à Riyad) avaient été

/...

formés par des instructeurs cubains et est-allemands, dans un camp situé près de Lahej (Sud-Yémen) où le Front populaire pour la libération de la Palestine entraînait autrefois ses recrues. L'intérêt de l'Union soviétique pour l'OLP comme avant-garde révolutionnaire dans la région du Golfe est d'autant plus grand qu'elle n'est pas parvenue, jusqu'à présent, à constituer un parti communiste efficace en Arabie saoudite; un parti communiste a bien été fondé en 1975, mais il ne s'est guère manifesté jusqu'ici.

L'OLP entretient actuellement des relations étroites avec certains des dirigeants révolutionnaires iraniens qui sont arrivés au pouvoir en même temps que l'Ayatollah Ruhollah Khomeini. Par exemple, l'un des représentants les plus singuliers à la Conférence du Fatah, tenue à Damas à la fin de mai, était Arbas-Agha Zahani, dont le nom de guerre est Abu Sharif. Il était alors le chef des gardes révolutionnaires de l'Ayatollah (Pasdarán Enghelab), poste dont il a démissionné en juin, au cours d'une lutte d'influence dont le but était d'affaiblir la position du président relativement 'modéré', Abolhassan Bani-Sadr.

...

Les liens d'Abu Sharif avec Arafat, Abu Jihad et d'autres dirigeants de l'OLP remontent au début des années 70, époque à laquelle il suivait un stage d'entraînement à la guérilla dans un camp du Fatah au Liban. Après la chute du Chah ... une unité spéciale de l'OLP, dont les membres avaient été formés au renseignement en Union soviétique, fut envoyée à Téhéran afin d'aider à éliminer les 'contre-révolutionnaires'. Abu Sharif remboursa la dette personnelle qu'il avait contractée à l'égard de l'OLP en réussissant à persuader - avec l'appui notamment d'un des petits-fils de l'Ayatollah - les Iraniens de verser une contribution importante aux coffres palestiniens et d'envoyer plus de 200 'volontaires' combattre aux côtés de l'OLP dans le Sud du Liban.

Le chef actuel du réseau de l'OLP en Iran est Hani al-Hassan, alias Abu Hassan, ressortissant jordanien qui fait partie du cercle des proches conseillers d'Arafat. Avant d'être envoyé à Téhéran, Abu al-Hassan était chef adjoint du service de sécurité du Fatah.

...

... Les activités d'Abu al-Hassan à Téhéran ont été fort utiles à l'Union soviétique. Le 12 octobre 1979, une délégation de cadres de l'OLP, dont Abu Jihad, Abu Walid (chargé des 'opérations spéciales') et le colonel Husni Ghazi al-Husseini, arrivait à Téhéran. Des personnalités iraniennes en exil affirment que cette équipe de l'OLP, au cours d'une série de réunions avec les dirigeants révolutionnaires iraniens organisées par Abu Hassan, a proposé de prendre d'assaut l'ambassade des Etats-Unis, attaque qui a eu lieu le 4 novembre. Il est impossible de confirmer ou de démentir cette affirmation, faute de renseignements plus détaillés. Mais d'après certains services de renseignement d'Europe occidentale, Abu Hassan serait l'un des conseillers qui auraient incité Khomeini à refuser de mettre fin rapidement à l'occupation de l'ambassade et plusieurs Iraniens entraînés dans des camps palestiniens au Liban auraient participé au premier assaut. En tout cas, la crise prolongée de l'ambassade sert les intérêts

soviétiques en contribuant à détourner l'attention des révolutionnaires musulmans iraniens de la répression qui s'exerce contre leurs coreligionnaires dans l'Afghanistan voisin et à donner à la révolution de Khomeini une orientation violemment anti-américaine.

Après l'éclatement de la guerre entre l'Iraq et l'Iran en septembre, l'OLP a continué de prendre parti pour les Iraniens, laissant entendre que les Palestiniens pourraient créer des difficultés à certains des Etats arabes, en particulier la Jordanie qui avait décidé de soutenir l'Iraq. (Il y a environ 1 127 000 Palestiniens en Jordanie et 180 000 en Arabie saoudite.)

L'utilité de l'OLP pour l'Union soviétique ne se borne pas, loin de là, au Moyen-Orient. Dans les camps d'entraînement du Fatah et du FPLP au Liban, en Syrie, au Sud-Yémen et en Libye - où l'on trouve de nombreux instructeurs du bloc soviétique - de nouveaux rebelles arrivent constamment d'endroits aussi éloignés que les Pays-Bas et l'Australie.

...

Les rapports qu'entretient le Front populaire pour la libération de la Palestine avec des groupes révolutionnaires clandestins en Italie vont bien au-delà de l'utilisation des installations de transit des Italiens et du soutien logistique qu'ils apportent aux opérations palestiniennes. Le 7 novembre 1979, la police italienne arrêtait une voiture qui roulait à vive allure sur une route à grande circulation le long de la côte adriatique. Elle découvrit que les occupants du véhicule, tous deux membres des Brigades rouges, transportaient deux missiles SAM-7. Les armes provenaient du FPLP qui les avait introduites clandestinement dans le pays à bord d'un petit navire à équipage syrien, le Sidon. De l'avis des experts italiens de la sécurité, les armes saisies devaient être utilisées contre des objectifs politiques italiens, malgré une déclaration publiée par le FPLP, qui a soutenu qu'elles avaient une autre destination. Cela cadrerait avec la conclusion à laquelle sont parvenus des enquêteurs d'Allemagne de l'Ouest selon laquelle les assassins du premier ministre italien, Aldo Moro, étaient en rapport avec les Palestiniens."

-----